

La révolte des cancrs

Étienne Savignac

Numéro 68, printemps 2017

Du populisme

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/85376ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

L'Inconvénient

ISSN

1492-1197 (imprimé)

2369-2359 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Savignac, É. (2017). La révolte des cancrs. *L'Inconvénient*, (68), 17–19.

LA RÉVOLTE DES CANCRES

Étienne Savignac

Analystes, chroniqueurs ou simples observateurs, tous ou presque partagent le même constat, apparemment peu contestable, d'un rejet marqué des élites dans les sociétés occidentales. La période actuelle en ferait foi, et il est désormais convenu d'attribuer à cette défiance les deux déroutés électorales récentes ayant mené au retrait du Royaume-Uni de l'Union européenne (*Brexit*) et à l'in vraisemblable élection de Donald Trump à la Maison-Blanche. Dans les deux cas, la posture des leaders (Boris Johnson en Grande-Bretagne et Donald Trump aux États-Unis) était claire : il s'agissait de mettre en évidence la puissance et l'inertie de l'*establishment*, de dénoncer ses privilèges, sa déconnexion et son mépris des classes populaires, de lui attribuer tous les maux de la société et d'y associer les médias de masse, les syndicats, les partis politiques ainsi que les institutions financières, tous complices. En Europe, d'autres élections doivent avoir lieu prochainement, et la perspective d'une victoire de Marine Le Pen en France est envisagée par plusieurs, son parti faisant campagne sur le même thème du « tous pourris ». L'Allemande Angela Merkel, en forte baisse dans les sondages après la crise des migrants et un attentat terroriste à Berlin, pourrait elle aussi faire les frais de cette vague anti-*establishment*¹. Au Québec, l'émergence de voix « antisystème » comme celle du syndicaliste Bernard « Rambo » Gauthier témoigne de ce courant de fond.

Cette tendance forte étonne et inquiète, mais l'Histoire regorge d'exemples où le peuple (notion complexe !) s'est insurgé contre les élites, la confiscation du pouvoir, les privilèges, la répression. Ces colères ont pris généralement la forme de révoltes, souvent violentes. Que l'on pense à la Révolution américaine, à la Révolution française ou aux révolutions d'Amérique latine, il s'agissait la plupart du temps de s'extraire de la tyrannie, de l'injustice et de la pauvreté

imposées par des régimes monarchiques autoritaires ou par des dictatures. Plus près de nous, en 2011, plusieurs peuples arabes ont cherché à rompre avec des élites en lesquelles ils ne se reconnaissaient plus ; la rupture est cependant demeurée partielle, freinée par l'influence encore dominante des autorités religieuses.

Le *Brexit* et l'élection de Trump diffèrent évidemment de ces épisodes révolutionnaires par leur origine pacifique et démocratique (malgré des modes de scrutin parfois discutables²), mais les récentes révoltes électorales, alimentées par la colère et la méfiance envers les élites, constituent une rupture culturelle marquante et inattendue. Ce qui distingue les manifestations récentes de défiance envers le pouvoir établi, c'est le fait qu'elles ne s'inspirent pas de l'idéal révolutionnaire traditionnel fondé sur la lutte pour les libertés individuelles, l'égalité et la justice sociale. Au contraire, elles se positionnent à droite de l'échiquier politique en dénonçant l'anomie de la société, son humanisme excessif, sa trop grande tolérance libérale. Cette volonté de rupture avec les élites mondialisées, qui promeuvent une société moderne, s'inscrit dans le courant des droites révolutionnaires qui ont émergé à la fin du 19^e siècle et qui s'opposaient à la bourgeoisie, à l'industrialisation, à la bureaucratisation de la société. L'élection d'un homme d'affaires milliardaire à la tête des États-Unis, lequel a en outre annoncé une politique économique pro-riches (moins d'impôts et fin de l'État-providence), démontre bien que ce n'est pas la lutte des classes qui guide la grogne montante que nous connaissons aujourd'hui.

Cette classe populaire qui, il n'y a pas si longtemps, déboulonnait ses élites pour les remplacer par des héros issus de la gauche prolétaire (Lech Walesa en Pologne, Lula da Silva au Brésil, Evo Morales en Bolivie), pourquoi se

tourne-t-elle maintenant vers des personnalités aux idéaux opposés, conservatrices et ancrées à droite, pour ne pas dire à l'extrême droite ? En se tournant vers un bourgeois issu des grandes écoles anglaises, ou un homme d'affaires fortuné qui fréquente depuis toujours les hautes sphères du pouvoir américain, y compris la famille Clinton, comment les classes populaires pourraient-elles prétendre au rejet de leurs élites ?

À l'annonce du verdict des urnes, c'est pourtant la thèse qui a été mise de l'avant pour expliquer les ouragans américain et britannique de 2016. Côté anglais, on a d'abord parlé des élites bruxelloises, coupables d'avoir établi des normes économiques restrictives, des entraves devenues insupportables et qui empêcheraient les petits patrons de prospérer. On a ensuite parlé des élites politiques détachées de la base, sourdes aux revendications du peuple, complices de Bruxelles. Les grandes entreprises, favorables au maintien du pays au sein de l'Union européenne, ont été dénoncées comme des élites économiques également complices du pouvoir. Les élites universitaires, quant à elles, avaient formulé cette mise en garde : une baisse du niveau de vie des foyers serait à redouter en cas de sortie de l'Union. Des études et des données préoccupantes n'ont cependant pas influencé les électeurs qui avaient décidé d'en découdre avec le pouvoir établi, quel qu'il soit et quoi qu'il en coûte. De toute façon, ces mises en garde étaient relayées par l'élite médiatique, elle aussi responsable de la situation, sa complicité avec le pouvoir étant également entendue. Pendant ce temps, aux États-Unis, le même processus de défiance était enclenché et rien, pas même les pires insultes envers une majorité de l'électorat (les femmes, les Hispaniques, les musulmans) ou la multiplication des mensonges et des manipulations, n'a empêché Trump d'accéder à la Maison-Blanche, grâce à la thématique porteuse du rejet des élites, toutes sortes confondues. Le fameux *establishment* aux contours volontairement flous était repoussé sans nuance grâce à l'entretien d'une confusion quant aux réels rouages du pouvoir : les élites délinquantes étaient à la solde d'un complot antipeuple qu'il était temps de neutraliser.

Un grand bourgeois et un milliardaire qui dénoncent les inégalités du système – duquel ils sont les grands bénéficiaires – et qui se portent à la défense des plus défavorisés de la société... Le paradoxe est de taille, mais pas autant que la colère du peuple, si on en croit Robert Reich, ancien secrétaire au Travail de l'administration Clinton, qui évoquait dès 2015 le risque de voir Boris Johnson et Donald Trump s'imposer contre toutes les prédictions³. S'il faut lui reconnaître le flair d'avoir senti le vent tourner, il est cependant difficile de suivre Reich lorsqu'il affirme que la colère de la classe populaire vise clairement les élites politiques, les lobbyistes, les avocats, les chefs d'entreprises, les chefs de Wall Street ou de la City et autres multimilliardaires, puisque Johnson et Trump véhiculent tous deux des valeurs de performance aujourd'hui vénérées par le peuple. Si l'hypothèse d'un rejet de classe était crédible, les soutiens à Johnson et à Trump

constitueraient un non-sens à la fois incompréhensible et inédit, à moins qu'il ne s'agisse de l'expression culminante d'une ignorance et d'un obscurantisme qu'on aurait jusqu'alors sous-estimés.

C'est malheureusement la piste qu'on est contraint de suivre quand on cherche à comprendre ce prétendu rejet des oligarchies, et qu'on s'aperçoit qu'il ne repose en réalité sur rien de tangible, le peuple remplaçant des bourgeois par des aristocrates, des millionnaires par des milliardaires, et des démagogues par des populistes. Bernée par une posture pourtant grotesque et prétendument sociale, la classe populaire se pâme devant des élites encore plus dominantes, méprisantes et écrasantes, figures montantes d'une démocratie en dégénérescence.

Ce manque de jugement collectif constitue l'aboutissement d'un système qui a réduit l'épanouissement individuel à la réussite matérielle et imposé le succès financier comme l'unique étalon de la réalisation de soi, reléguant ainsi toute autre aspiration au rang des inutilités. Cette observation n'est certes pas nouvelle, mais elle semble défier plus que jamais l'héritage des Lumières et l'idéal de l'éducation pour tous comme ultime rempart contre l'obscurantisme. On peut observer cette régression sur tous les territoires où triomphe l'économie de marché – au Japon, par exemple, le ministre de l'Éducation, de la Culture, des Sports, de la Science et de la Technologie a récemment recommandé l'abolition des facultés de sciences humaines, de sciences sociales et d'éducation pour les remplacer par des matières plus « utiles » à la société⁴. Au Canada, on se souvient des restrictions budgétaires du gouvernement Harper qui visaient plusieurs domaines essentiels de la recherche scientifique, et dont l'intention à peine dissimulée était de mettre fin au financement d'études dont on savait qu'elles produiraient des rapports alarmants sur la santé et l'environnement et proposeraient des recommandations contraignantes. On se souvient aussi des compressions brutales dans le budget de Radio-Canada, lesquelles signifiaient clairement que la culture constitue un domaine inutile au bon déroulement des affaires.

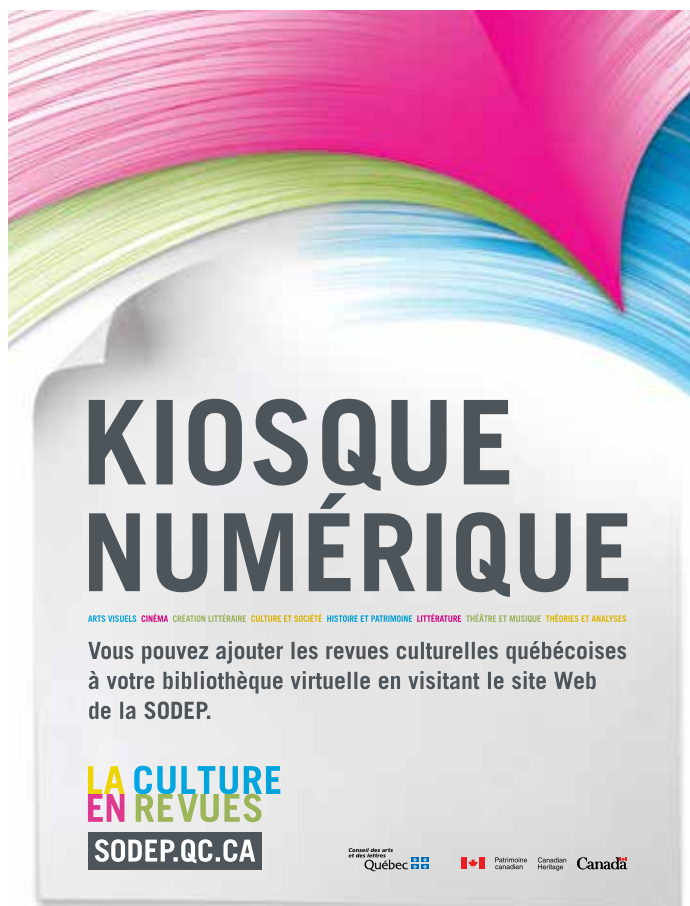
Cette disqualification des *humanités* n'est malheureusement pas l'apanage des grands acteurs du néolibéralisme ; elle s'étend désormais dans toutes les sphères de la société. Il suffit d'écouter ce qu'il est convenu d'appeler les « radios-poubelles » pour observer à quel point la culture et le savoir sont considérés comme des freins au développement économique individuel et collectif, et combien ce développement est vu comme le seul but pertinent à atteindre. Avec la prétention d'être la voix du peuple (cette majorité silencieuse qu'on n'a jamais autant entendue...), on y dénonce les « enverdeurs » qui empêchent l'économie et les douze cylindres de tourner à plein régime, on y méprise les plus vulnérables et l'État-providence, on y fait l'apologie de la consommation, et on ne manque pas de ricaner face à la moindre référence artistique, scientifique ou culturelle. Ce

courant, qui redéfinit le bonheur à travers la consommation, le divertissement et l'évacuation de tout questionnement complexe, tend à se généraliser et caractérise aujourd'hui une partie importante de notre société. Celui qui n'embrassera pas cette contre-culture se retrouvera marginalisé, raillé, décrédibilisé. Pire, on n'hésitera pas à le défier avec arrogance, quitte à remettre en question les connaissances les plus universelles et les vérités les plus incontestables.

C'est donc bien une révolution inédite qui se produit sous nos yeux, et elle ne constitue en aucun cas un rejet des élites qui écraseraient le pauvre peuple. Les voix qui s'élèvent aujourd'hui s'accommodent en réalité très bien de ces oligarchies, convaincues du bien-fondé du néolibéralisme et heureuses de son triomphe. Elles n'aspirent en réalité qu'à goûter, elles aussi, aux jouissances de la croissance à tout prix. S'il est un rejet qui a lieu, c'est celui de l'intellectualisme. Bien plus qu'à la révolte des pauvres, c'est à la révolte des cancre que nous assistons. Des innocents aux mains pleines qui traînent avec eux les deux qualités requises par le système qui les a fabriqués : la conviction que le bonheur est dans l'accumulation, et l'incapacité intellectuelle à s'opposer au système qui assure ainsi sa pérennité. Au terme de cet invraisemblable glissement des vertus où l'ignorance, qui jadis rendait honteux, s'exhibe désormais en trophée, consommation frénétique et anti-intellectualisme cohabitent aujourd'hui en harmonie. « *I love the poorly educated*⁵ » : ces mots, prononcés par Donald Trump le 23 février 2016, sont sans doute ceux qui lui ont ouvert le chemin de la Maison-Blanche.

Il est donc venu, le temps des ignorants. Débarassés de leurs complexes, confortés par une économie de marché qui a vu en eux les meilleurs ambassadeurs qui soient, ils occupent toutes les tribunes, célèbrent leur triomphe et entendent désormais se faire représenter par leurs semblables. Quelques semaines après l'entrée en fonction du président Trump, on peine à imaginer les contours de ce nouveau désordre mondial, de ce monde d'après les Lumières. Pourtant, on devine aisément que les premiers qui auront à subir les foudres du nouveau pouvoir en place seront bel et bien les plus fragiles de la société, parmi lesquels ceux-là mêmes qui l'ont élu. L'anti-intellectualisme et le néolibéralisme débridé, qui seront véhiculés par l'administration Trump et ses partisans ainsi que par les pays qui lui emboîteront le pas, ne peuvent que mener à ce que Rousseau appelait le retour à « l'état de nature⁶ » (par opposition à l'état social ou civil), c'est-à-dire à une société où règne non pas forcément l'état de « guerre de tous contre tous » qu'évoquait Hobbes, mais le droit du plus fort, conséquence de la rupture du contrat social. Or ce modèle condamne au chaos, puisqu'il ne tient compte ni de la volonté générale ni de l'intérêt collectif. L'état de nature, tel que le décrit Rousseau, est un état instinctif où la réflexion, l'émotion et l'imagination ne jouent aucun rôle, et où dominant la peur et la force envers autrui ou soi-même. Cet état de nature, c'est celui de la désolation. ■

1. Dans son « Pessimist's Guide to 2017 », le site Bloomberg, qui avait prédit le *Brexit* et l'élection de Trump, prédit l'élection de Marine Le Pen et la défaite d'Angela Merkel.
2. En raison du mécanisme des grands électeurs, Donald Trump a été élu président des États-Unis malgré un écart de 2 864 974 voix en faveur d'Hillary Clinton.
3. « America is revolting against its ruling class », Salon.com, 4 août 2015.
4. Voir l'entretien avec la sociologue Valérie Harvey sur le contexte ayant mené à cette décision au Japon : http://ici.radio-canada.ca/emissions/medium_large/2011-2012/chronique.asp?idChronique=384032
5. <http://news.nationalpost.com/news/world/i-love-the-poorly-educated-donald-trump-celebrates-big-win-in-nevada-by-thanking-his-supporters-young-and-old>
6. Dans *Du contrat social*, 1762.



**KIOSQUE
NUMÉRIQUE**

ARTS VISUELS CINÉMA CRÉATION LITTÉRAIRE CULTURE ET SOCIÉTÉ HISTOIRE ET PATRIMOINE LITTÉRATURE THÉÂTRE ET MUSIQUE THÉORIES ET ANALYSES

Vous pouvez ajouter les revues culturelles québécoises à votre bibliothèque virtuelle en visitant le site Web de la SODEP.

LA CULTURE
EN REVUES
SODEP.QC.CA

Conseil des arts et des lettres Québec

Partenaires canadiens Canadian Heritage Canada